UFFICIALE

PARTE PRIMA

DEL REGNO D'ITALIA

Anno LXIV **Roma — Sabato, 15 dicembre 1923** **Numero 294**

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DELLA GIUSTIZIA E DEGLI AFFARI DI CULTO — UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI

ERRATA-CORRIGE

A pag. 6639 della «Gazzetta Ufficiale» n. 259 del 5 novembre 1923, il numero d'iscrizione della 1ª intestazione della rendita cons. 5 % intestata a De Blasi Placido ecc. di L. 20, anzichè 18988 come è stato indicato dall'ufficio competente, deve essere n. 8988.

Nella relazione della Commissione giudicatrice del concorso fra le imprese di Teatri lirici italiani, inserita nella «Gazzetta Ufficiale» del 10 dicembre corr., a pag. 7136, per omissione nella copia trasmessaci, non fu pubblicata la data, che è quella del 30 novembre 1923, come qui si rettifica.

SOMMARIO

ORDINI CAVALLERESCHI

Annullamento di revoca di onorificenze.

Con Regi decreti del 30 giugno 1923, su proposta di S. E. il Primo Segretario di S. M. per l'Ordine Mauriziano, cancelliere dell'Ordine della Corona d'Italia, vennero revocati i Regi decreti 23 aprile 1908, con i quali il prof. Nunzio Nasi fu privato delle onorificenze conseguite nei due Ordini suddetti.

LEGGI E DECRETI

LEGGE 15 ottobre 1923, n. 2481.
Approvazione del trattato relativo alla limitazione dell'armamento navale concluso tra l'Italia ed altri Stati a Washington il 6 febbraio 1922.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico.

Piena ed intera esecuzione è data al trattato relativo alla limitazione dell'armamento navale, concluso tra gli Stati Uniti di America, l'Impero Britannico, la Francia, il Giappone e l'Italia, a Washington il 6 febbraio 1922, e ratificato il 17 agosto 1923.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Racconigi, addì 15 ottobre 1923.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — THAON DI REVEL.

Visto, *il Guardasigilli:* OVIGLIO.

Les Etats-Unis d'Amérique, l'Empire Britannique, la France, l'Italie et le Japon;

Désireux de contribuer au maintien de la paix générale et de réduire le fardeau imposé par la compétition en matière d'armement;

Ont résolu, pour atteindre ce but de conclure un traité limitant leur armement naval.

A cet effet, les Puissances Contractantes ont désigné pour leurs Plénipotentiaires:

Les Président des Etats-Unis d'Amérique:

Charles Evans Hughes,
Henry Cabot Lodge,
Oscar W. Underwood,
Elihu Root,

citoyens des Etats-Unis;

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes:

Le très-honorable Arthur James Balfour, O. M., M. P. Lord Président du Conseil du Roi;

Les très-honorable baron Lee of Fareham, G. B. E., K. C. B., Premier Lord de l'Amirauté.

Le très-honorable Sir Auckland Campbell Geddes, K. C. B. son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiarie aux Etats-Unis d'Amerique; et

pour le Dominion du Canada:

Le très-honorable Sir Robert Laird Borden, G. C. M. G., K. C.;

pour le Commonwealth d'Australie:

Le très-honorable George Foster Pearce, Sénateur Ministre de l'Intérieur et des Territoires;

pour le Dominion de la Nouvelle-Zélande:

L'honorable Sir John William Salmond, K. C., Juge à la Cour Suprême de Nouvelle-Zélande;

pour l'Union Sud-Africaine:

Le très-honorable Arthur James Balfour, O. M., M. P.;

pour l'Indie:

Le très-honorable Valingman Sankaranarayana Srinivasa Sastri, membre du Conseil d'Etat de l'Inde;

Le Président de la République Française:

M. Albert Sarraut, député, Ministre des colonies;

M. Jules J. Jusserand, ambassadeur extrardinaire et plénipotentiaire près le Président des Etats Unis d'Amériques, gran croix de l'Ordre National de la Légion d'Honneur;

Sa Majesté le Roi d'Italie:

L'honorable Carlo Schanzer, sénateur du Royaume;

L'honorable Vittorio Rolandi Ricci, sénateur du Royaume, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiarie à Washington;

L'honorable Luigi Albertini, sénateur du Royaume;

Sa Majesté l'Empereur du Japon:

Le baron Tomosaburo Kato, Ministre de la marine, Junii, membre de la Première classe de l'Ordre Imperial du Grand Cordon du Soleil Levant avec la Fleur de Paulonia;

Le baron Kijuro Shidehara, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à Washington, Joshii, membre de la Première classe de l'Ordre Impérial du Soleil Levant;

M. Masanao Hanihara, Vice-Ministre des affaires etrangères, Jushii, membre de la Seconde classe de l'Ordre Imperial du Soleil Levant;

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes:

CHAPITRE I.

DISPOSITION GENERALES RELATIVES A LA LIMITATION DE L'ARMEMENT NAVAL.

Article I.

Les Puissances Contractantes conviennent de limiter leur armement naval ainsi qu'ils est prévu au présent Traité.

Article II.

Les Puissances Contractantes pourront conserver respectivement les navires de ligne énumérés au chapitre II, partie 1. A la mise en vigueur du présent Traité et sous réserve des dispositions ci-dessous du présent article, il sera disposé comme il est prescrit au chapitre II, partie 2, de tous les autres navires de ligne des Etats-Unis, de l'Empire Britannique et du Japon, construits ou en construction.

En sus des navires de ligne énumérés au chapitre II, partie 1, les Etats-Unis pourront achever et conserver deux navires actuellement en construction de la classe *West Virginia*. A l'achèvement de ces deux navires, il sera disposé du *North Dakota* et du *Delaware* comme il est prescrit au chapitre II, partie 2.

L'Empire Britannique pourra, conformément au tableau de remplacement du chapitre II, partie 3, construire deux nouveaux navires de ligne ayant chacun un déplacement type maximum de 35,000 tonnes (35,560 tonnes métriques). A l'achèvement de ces deux navires, il sera, disposé du *Thunderer*, du *King George V*, de l'*Ajax* et du *Centurion* comme il est prescrit au chapitre II, partie 2.

Article III.

Sous réserve des dispositions de l'article II, les Puissances Contractantes abandonneront leur programme de construction de navires de ligne et ne construiront ou n'acquerront aucun nouveau navire de ligne, à l'exception du tonnage de remplacement qui pourra être construit ou acquis comme il est spécifié au chapitre II, partie 3.

Il sera disposé selon les prescriptions du chapitre II, partie 2, des navires remplacés conformément au chapitre II partie 3.

Article IV.

Le tonnage total des navires de ligne de remplacement, calculé d'après le déplacement type, ne dépassera pas pour chacune des Puissances Contractantes, savoir: pour les Etats-Unis, 525,000 tonnes (533,400 tonnes métriques); pour l'Empire Britannique 525 milles tonnes (533,400 tonnes métriques); pour la France 175,000 tonnes (177,800 tonnes métriques); pour l'Italie 175,000 tonnes (177,800 tonnes métriques); pour le Japon 315,000 tonnes (320,040 tonnes métriques).

Article V.

Les Puissances Contractantes s'engagent à ne pas acquérir à ne pas construire et à ne pas faire construire de navire de ligne d'un déplacement type supérieur à 35,000 tonnes (35,560 tonnes métriques), et à ne pas en permettre la construction dans le ressort de leur autorité.

Article VI.

Aucun navire de ligne de l'une quelconque des Puissances Contractantes ne portera de canon d'un calibre supérieur à 16 pouces (406 millimètres).

Article VII.

Le tonnage total des navires porte-aéronefs, calculé d'après le déplacement type, ne dépassera pas pour chacune des Puissances Contractantes, savoir: pour les Etats-Unis 135,000 tonnes (137,160 tonnes métriques); pour l'Empire Britannique 135,000 tonnes (137,160 tonnes métrique); pour la France 60,000 tonnes (60,960 tonnes métriques); pour l'Italie 60,000 tonnes (60,960 tonnes métriques); pour le Japon 81,000 tonnes (82,296 tonnes métriques).

Article VIII.

Le remplacement des navires porte-aéronefs n'aura lieu que selon les prescriptions du chapitre II, partie 3; toutefois il est entendu que tous les navires porte-aéronefs construits ou en construction à la date du 12 novembre 1921 sont considéré comme navires d'expérience et pourrant être remplacés quel que soit leur âge, dans les limites de tonnage total prévues à l'article VII.

Article IX.

Les Puissances Contractantes s'engagent à ne pas acquérir, à ne pas construire et à ne pas faire construire de navire porte-aéronefs, d'un déplacement type supérieur à 27,000 tonnes (27,432 tonnes métriques), et à ne pas en permettre la construction dans le ressort de leur autorité.

Toutefois chacune des Puissances Contractantes pourra pourvu qu'elle ne dépasse pas son tonnage total alloué de navires porte-aéronefs, construire au plus deux navires porte-aéronefs, chacun d'un déplacement type maximum de 33,000 tonnes (33,528 tonnes métriques); à cet effet et pour des raisons d'économie chacune des Puissances Contractantes pourra utiliser deux de ses navires, terminés ou non terminés, pris à son choix parmi veux qui, sans cela, devraient être mis hors d'état de servir pour le combat aux termes de l'article II. L'armement d'un navire porte-aéronefs ayant un déplacement type supérieur à 27,000 tonnes (27,432 tonnes métriques) sera soumis aux dispositions de l'article X, avec cette restriction, que, si cet armement comporte un seul canon d'un calibre supérieur a 6 pouces (152 millimètres), le nombre total des canons ne pourra dépasser huit, non compris les canons contre aéronefs et les canons d'un calibre ne dépassant pas 5 pouces (127 millimètres).

Article X.

Aucun navires porte-aéronefs de l'une quelconque des Puissances Contractantes ne portera de canon d'un calibre supérieur à 8 pouces (203 millimètres). Sous réserve de l'exception prévue à l'article IX, si l'armement comprend des canons d'un calibre supérieur à 6 pouces (152 millimètres) le nombre total des canons pourra être de dix au maximum, non compris les canons contre aéronefs et les canons d'un calibre ne dépassant pas 5 pouces (127 millimètres). Si, au contraire, l'armement ne comprend pas de canon d'un calibre supérieur a 6 pouces (152 millimètres), le nombre des canons n'est pas limité. Dans les deux cas le nombre des canons contre aéronefs et des canons d'un calibre ne dépassant pas 5 pouces (127 millimètres) n'est pas limité.

Article XI.

Les Puissances Contractantes s'engagent à ne pas acquérir, à ne pas construire et à ne pas faire construire, en dehors des navires de ligne ou des navires port-aéronefs, de navires de combat d'un déplacement type supérieur à 10,000 tonnes (10,160 tonnes métriques), et à ne pas en permettre la construction dans le ressort de leur autorité. Ne sont pas soumis aux limitations du présent article les bâtiments employés soit à des services de la flotte, soit à des transports de troupes, soit à toute autre participation à des hostilités qui ne serait pas celle d'un navir combattant, pourvu qu'ils ne soient pas spécifiquements construits comme navires combattants ou placés en temps de paix sous l'autorité du Gouvernement dans un but de combat.

Article XII.

En dehors des navires de ligne, aucun navire de combat de l'une quelconque des Puissances Contractantes, mis en chantier à l'avenir, ne portera de canon d'un calibre superieur à 8 pouces (203 millimètres).

Articles XIII.

Sous réserve de l'exception prévue à l'article IX, aucun navire à déclasser par application du présent Traité ne pourra redevenir navire de guerre.

Article XIV.

Il ne sera fait en temps de paix, aucune installation préparatoire sur les navires de commerce en vue de les armer pour les convertir en navires de guerre; toutefois, il sera permis de renforcer les ponts pour pouvoir y monter des canons d'un calibre de dépassant pas 6 pouces (152 millimètres).

Articles XV.

Aucun navire de guerre construit pour une Puissance non Contractante dans le ressort de l'autorité d'une Puissance Contractante ne devra dépasser les limites de déplacement et d'armement prévues au présent Traité pour les navires similaires à construire par ou pour les Puissances Contractantes. Toutefois la limite du déplacement type des navires porte-aéronefs construits pour une Puissance non Contractante ne devra en aucun cas dépasser 27,000 tonnes (27,432 tonnes métriques).

Articles XVI.

Si un navire de guerre, quel qu'il soit, est mis en construction pour le compte d'une Puissance non Contractrante dans le ressort de l'autorité d'une Puissance Contractante, cette dernière fera connaitre, aussi rapidement que possible, aux autres Puissances Contractantes la date de signature du contrat de construction et celles de mise sur cale du navire; elle leur communiquera également les caractéristiques du navire, en se conformant au chapitre II, partie 3, section 1 (b), (4) et (5).

Article XVII.

Si l'une des Puissances Contractantes vient a être engagée dans une guerre, elle n'emploiera pas comme tels les navires de guerre quels qu'ils soient, en construction ou construits mais non livrés, dans le ressort de son autorité, pour le compte de toute autre Puissance.

Article XVIII.

Les Puissances Contractantes s'engagent à ne disposer ni à titre gratuit, ni à titre onéreux, ni autrement, de leurs navires de guerre, quels qu'ils soient, dans des conditions permettant à une Puissance étrangère de les employer comme tels.

Article XIX.

Les Etats-Unis, l'Empire Britanniques et le Japon conviennent de maintenir en matière de fortifications et de bases navales, le *statu quo* tel qu'il existe au jour del la signature du présent traité dans leurs territoires et possessions respestifs ci-après désignés:

1. Les possessions insulaires, soit actuelles, soit futures, des Etats-Unis dans l'Océan Pacifique, à l'exception: (*a*) de celles avoisinant la côte des Etats-Unis, de l'Alaska et de la zone du Canal de Panama, non compris les Iles Aléoutiennes; (*b*) des Iles Hawaï;

2. Hong-Kong et les possessions insulaires, soit actuelles, soit futures de l'Empire Britannique dans l'Océan Pacifique, situées à l'est du méridien de 110° est de Greenwich, a l'exception: (*a*) de celles avoisinant la côte du Canada; (*b*) du Commonwealth d'Australie et des ses Territoires; (*c*) de la Nouvelle-Zélande;

3. Les territoires et possessions insulaires du Japon dans l'Océan Pacifique, ci-après désignés: Iles Kouriles, Iles Bonin, Amami-Oshima, Iles Liou-Kiou, Formose et Pescadores, ainsi que tous territoires ou possessions insulaires futurs du Japon dans l'Océan Pacifique.

Le maintien du *statu quo* visé ci-dessus implique:

qu'ils sera établit dans les territoires et possessions ci-dessus visés ni bases navales, ni fortifications nouvelles; qu'il ne sera pris aucune mesure de nature à accroître les ressources navales existant actuellement pour la reparation et l'entretien des forces navales; et qu'il ne sera procédé à aucun renforcement des défenses

côtières des territoires et possessions ci-dessus visés. Toutefois, cette restriction n'empêchera pas la réparation et le remplacement de l'armement et des installations détériorés, selon la pratique des établissements navals et militaires en temps de paix.

Article XX.

Les règles de détermination du déplacement, telles qu'elles sont posées au chapitre II, partie 4, s'appliqueront aux navires de chacune des Puissances Contractantes.

CHAPITRE II.

RÈGLES CONCERNANT L'EXÉCUTION DU TRAITÉ.
DÉFINITION DES TERMES EMPLOYÉS.

PARTIE 1.

Navires de ligne qui peuvent être conservés par les Puissances Contractantes.

Pourront être conservés par chacune des Puissances Contractantes, conformément à l'article II, les navires énumérés dans la présente partie.

Navires qui peuvent être conservés par les Etats-Unis.

Nom :	Tonnage
Maryland	32,600
California	32,300
Tennessee	32,300
Idaho	32,000
New Mexico	32,000
Mississippi	32,000
Arizona	31,400
Pennsylvania	31,400
Oklahoma	27,500
Nevada	27,500
New York	27,000
Texas	27,000
Arkansas	26,000
Wyoming	26,000
Florida	21,825
Utah	21,825
North Dakota	20,000
Delaware	20,000
Tonnage total . . .	500,650

Quand les deux unités de la classe *West Virginia* seront achevées et quand le *North Dakota* et le *Delaware* seront déclassés, ainsi qu'il est indiqué à l'article II, le tonnage total à conserver par les Etats-Unis sera de 525,850 tonnes.

Navires qui peuvent être conservés par l'Empire Britannique.

Nom :	Tonnage
Royal Sovereign	25,750
Royal Oak	25,750
Revenge	25,750
Resolution	25,750
Ramillies	25,750
Malaya	27,500
Valiant	27,500
Barham	27,500
Queen Elizabeth	27,500
Warspite	27,500
Benbow	25,000
Emperor of India	25,000
Iron Duke	25,000
Marlborough	25,000
Hood	41,200
Renown	26,500
Repulse	26,500
Tiger	28,500
Thunderer	22,500
King George V	23,000
Ajax	23,000
Centurion	23,000
Tonnage total . . .	580,450

Quand les deux unités nouvelles à construire seront achevées, et quand le *Thunderer*, le *King George V*, l'*Ajax* et le *Centurion* seront déclassés, ainsi qu'il est indiqué à l'article II, le tonnage total à conserver par l'Empire Britannique sera de 558,950 tonnes.

Navires qui peuvent être conservés par la France.

Nom :	Tonnage (tonnes métriques)
Bretagne	23,500
Lorraine	23,500
Provence	23,500
Paris	23,500
France	23,500
Jean Bart	23,500
Coubert	18,890
Condorcet	18,890
Diderot	18,890
Voltaire	18,890
Tonnage total . . .	221,170

La France pourra mettre en chantier des navires neufs en 1927, 1929 et 1931, ainsi qu'il prévu à la partis 3, section II.

Navires qui peuvent être conservés par l'Italie.

Nom :	Tonnage (tonnes métriques)
Andrea Doria	22,700
Caio Duilio	22,700
Conte di Cavour	22,500
Giulio Cesare	22,500
Leonardo da Vinci	22,500
Dante Alighieri	19,500
Roma	12,600
Napoli	12,600
Vittorio Emanuele	12,600
Regina Elena	12,600
Tonnage total . . .	182,800

L'Italie pourra mettre en chantier des navires neufs en 1927, 1929, et 1931, ainsi qu'il prévu à la partie 3, section II.

Navires qui peuvent être conservés par le Japon.

Nom:	Tonnage
Mutsu	33,800
Nagato	33,800
Hiuga	31,260
Ise	31,260
Yamashiro	30,600
Fu-so	30,600
Kirishima	27,500
Haruna	27,500
Hiyei	27,500
Kongo	27,500
Tonnage total . . .	301,320

PARTIE 2.

Règles applicables au déclassement des navires de guerre.

Les règles suivantes devront être observées pour le déclassement des navires de guerre dont on doit disposer comme il est prescrit aux articles II et III.

I. Un navire pour être déclassé doit être mis hors d'état de servir pour le combat.

II. Pour obtenir ce résultat d'une manière définitive, on devra employer l'un des moyens suivants:

a) submersion du navire sans possibilité de renflouement;

b) démolition. Cette opération devra toujours comprendre la destruction ou l'enlèvement de toutes machines, chaudières, cuirasses, ainsi que de tout le bordé de pont, de flanc et de fond;

c) transformation pour l'usage exclusif de cible. Dans ce cas, on devra observer au préalable toutes les dispositions du paragraphe III de la présente partie, à l'exception du sous-paragraphe (6), (dans la mesure nécessaire pour utiliser le navire comme cible mobile), et du sous-paragraphe (7). Aucune des Puissances Contractan-

tes ne pourra conserver, pour s'en servir comme de cible, plus d'un navire de ligne à la fois;

d) parmi les navires de ligne arrivant à partir de 1931 à l'époque de leur déclassement, la France et l'Italie sont autorisées à conserver chacune deux bâtiments navigants, qui seront affectés exclusivement aux écoles de cannonage ou de torpilles. Pour la France, ces deux navires seront du type *Jean Bart*. Pour l'Italie, l'un d'eux sera le *Dante Alighieri*, le second sera du type *Giulio Cesare*. La France et l'Italie s'engagent à ne plus utiliser comme navires de guerre les navires ainsi conservés dont les blockhaus devront alors être enlevés et détruits.

III. *a*) Sous réserve des exceptions spéciales de l'article IX, quand un navire doit être déclassé, la première opération du déclassement, qui consiste à mettre le navire hors d'état de remplir ultérieurement un service de combat, doit être immédiatement commencée;

b) Un navire sera considéré comme mis hors d'état de remplir ulterieurement un service de combat quand on aura enlevé et mis à terre ou détruit à bord du navire:

1. Tous les canons et parties essentielles de canons, les hunes de direction de tir et les parties tournantes de toutes les tourelles barbettes et fermées;

2. Tout la machinerie hydraulique ou électrique de manœuvre des affûts;

3. Tous les instruments et les télémètres de direction de tir;

4. Toutes les munitions, les explosifs et les mines;

5. Toutes les torpilles, cônes de charge et tubes lancetorpilles;

6. Toutes les installations de télégraphie sans fil;

7. Le blockhaus et toute la cuirasse de flanc, ou, si l'on préfère, tout l'appareil moteur principal;

8. Toutes les plateformes d'atterissage et d'envol et tous autres accessoires d'aviation.

IV. Les délais dans lesquels les opérations de déclassement des navires devront être accomplies sont les suivants:

a) S'il s'agit de navires à déclasser d'après le premier alinéa de l'article II, les opérations nécessaires pour mettre ces navires hors d'état de remplir ulterieurement un service de combat, en observant les prescriptions du paragraphe III de la présente Partie, devront être achevés dans un délai de six mois et le déclassement devra être complètement terminé dans un délai de dix-huit mois, l'un et l'autre à dater de la mise en vigueur du présent traité.

b) S'il s'agit de navires à déclasser d'après les alinéas 2 et 3 de l'article II ou d'après l'article III, les opérations nécessaires pour mettre chacun de ces navires hors d'état de remplir ulterieurement un service de combat, en observant les prescriptions du paragraphe III de la présente Partie, devront être commencées au plus tard à la date de l'achèvement du navire de remplacement et devront être terminées dans les six mois qui suivront cette date. Le déclassement, opéré, conformément au paragraphe II de la présente Partie, devra être terminé dans les dix-huit mois qui suivront l'achèvement du navire de remplacement. Si, cependant, l'achèvement du nouveau navire est retardé, on devra commencer, au plus tard quatre ans après sa mise sur cale, les opérations nécessaires pour mettre le vieux navire hors d'état de remplir ultérieurement un service de combat, conformément au paragraphe III de la présente Partie, et ce travail devra être terminé en six mois. Le vieux navire devra être définitivement déclassé, dans les conditions du paragraphe II de le présente partie, dix-huit mois après le commencement des travaux de ladite mise hors d'état.

PARTIE 3.

Remplacements.

Le remplacement des navires de ligue et des navires porte-aéronefs se fera selon les règles de la section I et des tableaux de la section II de la présente Partie.

SECTION I.

Règles de remplacement.

a) Sous réserve des cas prévus à l'article VIII et aux tableaux de la section II de la présente partie, les navires de ligne et les navires porte-aéronefs pourront être remplacés, vingt ans après le jour de leur achèvement, par des costructions neuves, mais seulement dans les limites prévues aux articles IV et VII. Sous réserve des exceptions prévues à l'article VIII et aux tableaux de la section II de la presente partie, les nouveaux navires ne pourront être mis sur cale que dix-sept ans après l'achèvement de l'unité à remplacer. Toutefois il est entendu qu'à l'exception des navires visés au troisième alinéa de l'article II et à l'exception du tonnage de remplacement spécifié à la section II de la présente Partie, aucun navire de ligne ne sera mis sur cale avant l'expiration d'une période de dix ans à partir du 12 novembre 1921.

b) Chacune des Puissances Contractantes communiquera aussi rapidement que possible aux autres les informations suivantes:

1. Les noms des navires de ligne et des navires porte-aéronefs qui doivent être remplacés par des constructions neuves;

2. La date de l'autorisation gouvernementale donnée pour la construction des navires de remplacement;

3. La date de mise sur cale de chaque navire de remplacement;

4. Le déplacement type en tonnes et en tonnes métriques de chaque unité nouvelle à mettre sur cale ainsi que ses principales dimensions, à savoir: longueur à la flottaison; largeur maximum à ou sous la ligne de flottaison; tirant d'eau moyen correspondant au déplacement type;

5. La date d'achèvement de chaque nouvelle unité et son déplacement type en tonnes et en tonnes métriques, ainsi que ses principales dimensions à l'époque de l'achèvement, à savoir: longueur à la ligne de flottaison; largeur maximum à ou sous la flottaison; tirant d'eau moyen correspondant au déplacement type.

c) Les navires de ligne et les navires porte-aéronefs pourront, en cas de perte ou de destruction accidentelle, être remplacés immédiatement, dans les limites de tonnage spécifiées aux articles IV et VII, par des constructions neuves effectuées conformément aux disposition du présent Traité; le programme de remplacement prévu pour la Puissance intéressée sera considéré comme ayant été avancé en ce qui concerne le navire perdu ou détruit.

d) La seule refonte autorisée pour les navires de ligne et les navires porte-aéronefs conservés consistera à munir ces unités de moyens de défense contre les attaques aériennes et sousmarines dans les conditions suivantes: les Puissances Contractantes pourront, dans se but, ajouter aux navires existants des sofflages et caissons, ainsi que des ponts de protection contre les attaques aériennes, pourvu que l'augmentations de déplacement qui en résultera pour les navires ne dépasse pas 3,000 tonnes (3,048 tonnes métriques) pour chaque navire. Sera interdit tout changement dans la cuirasse de flanc, le calibre et le nombre des canons de l'armement principal, ainsi que tout changement dans son plan général d'installation. Il est fait exception:

1. Pour la France et l'Italie, qui pourront, dans les limites de l'augmentation de déplacement accordée pour le soufflage, accroître les cuirassements de protection ainsi que le calibre des canons portés par leurs navires de ligne existants, à la condition que ce calibre ne dépasse pas 16 pouces (406 millimètres);

2. Pour l'Empire Britannique, qui sera autorisé à achever sur le *Renown*, les modification de cuirassement déja commencées et provisoirement arrêtées.

SECTION II.

Remplacement et déclassement des navires de ligne.

ETATS-UNIS.

Année	Navires mis sur cale	Navires achevés	NAVIRES A DÉCLASSER (Age entre parenthèse)	Navires conservés Nombre total Pre-Jutland	Post-Jutland
			Maine (20), Missouri (20), Virginia (17), Nebraska (17), Georgia (17), New Jersey (17), Rhode Isand (17), Connecticut (17), Louisiana (17), Vermont (16), Kansas (16), Minnesota (16), New Hampshire (15), South Carolina (13), Michigan (13), Washington (0), South Dakota (0), Indiana (0), Montana (0), North Carolina (0), Iowa (0), Massachusetts (0), Lexington (0), Constitution (0), Constellation (0), Saratoga (0), Ranger (0), United States (0). *	17	1
1922	....	A, B, (a)	Delaware (12), North Dakota (12).	15	3
1923	....	....	....	15	3
1924	....	....	....	15	3
1925	....	....	....	15	3
1926	....	....	....	15	3
1927	....	....	....	15	3
1928	....	....	....	15	3
1929	....	....	....	15	3
1930	....	....	....	15	3
1931	C, D	....	....	15	3
1932	E, F	....	....	15	3
1933	G	....	....	15	3
1934	H, I	C, D	Florida (23), Utah (23), Wyoming (22).	12	5
1935	J	E, F	Arkansas (23), Texas (21), New York (21).	9	7
1936	K, L	G	Nevada (20), Oklahoma (20)	7	8
1937	M	H, I	Arizona (21), Pennsylvania (21).	5	10
1938	N, O	J	Mississippi (21)	4	11
1939	P, Q	K, L	New Mexico (21), Idaho (20)	2	13
1940	....	M	Tennessee (20)	1	14
1941	....	N, O	California (20), Maryland (20)	0	15
1942	....	P, Q	2 Navires de la classe « West Virginia ».	0	15

* Les Etats-Unis pourront conserver l'*Oregon* et l'*Illinois* pour des destinations autres que le combat en se conformant aux dispositions de la Partie 2, III (b).
(a) 2 de la classe « West Virginia ».

NOTE. — Les lettres A, B, C, D, etc représentent chacune un navire de ligne de 35,000 tonnes de déplacement type, mis sur cale et achevé dans les années indiquées.

Remplacement et déclassement des navires de ligne.

EMPIRE BRITANNIQUE.

Année	Navires mis sur cale	Navires achevés	NAVIRES A DÉCLASSER (Age entre parenthèse)	Navires conservés Nombre total Pre-Jutland	Post-Jutland
			Commonwealth (16), Agamemnon (13), Dreadnought (15), Bellerophon (12), St. Vincent (11) Inflexible (13), Superb (12), Neptune (10), Hercules (10), Indomitable (13), Temeraire (12), New Zealand (9), Lion (9), Princess Royal (9), Conqueror (9), Monarch (9), Orion (9), Australia (8), Agincourt (7), Erin (7), 4 en construction ou en projet. *	21	1
1922	A, B, (a)	....	....	21	1
1923	....	....	....	21	1
1924	....	....	....	21	1
1925	....	A, B	King George V (13), Ajax (12) Centurion (12), Thunderer (13).	17	3
1926	....	....	....	17	3
1927	....	....	....	17	3
1928	....	....	....	17	3
1929	....	....	....	17	
1930	....	....	....	17	
1931	C, D	....	....	17	
1932	E, F	....	....	17	3
1933	G	....	....	17	3
1934	H, I	C, D	Iron Duke (20), Marlborough (20), Emperor of India (20), Benbow (20).	13	5
1935	J	E, F	Tiger (21), Queen Elizabeth (20), Warspite (20), Barham (20).	9	7
1936	K, L	G	Malaya (20), Royal Sovereign (20).	7	8
1937	M	H, I	Revenge (21), Resolution (21)	5	10
1938	N, O	J	Royal Oak (22)	4	11
1939	P, Q	K, L	Valiant (23), Repulse (23)	2	13
1940	....	M	Renown (24)	1	14
1941	....	N, O	Ramillies (24), Hood (21)	0	15
1942	....	P, Q	A (17), B (17)	0	15

* L'Empire Britannique pourra conserver le *Colossus* et le *Collingwood* pour des destinations autres que le combat en se conformant aux dispositions de la Partie 2, III, (b).
(a) 2 navires de 35,000 tonnes de déplacement type.

NOTE. — Les lettres A, B, C, D, etc., représentent chacune un navire de ligne de 35,000 tonnes de déplacement type, mis sur cale et achevée dans les années indiquées.

Remplacement et déclassement des navires de ligne.

FRANCE.

Année	Navires mis sur cale	Navires achevés	NAVIRES A DÉCLASSER (âge entre parenthèse)	Navires conservés Nombre total Pre-Jutland	Post-Jutland
1922	....	....	....	7	0
1923	....	....	....	7	0
1924	....	....	....	7	0
1925	....	....	....	7	0
1926	....	....	....	7	0
1927	35,00 tonnes	....	....	7	0
1928	....	....	....	7	0
1929	35,000 tonnes	....	....	7	0
1930	....	35,000 tonnes	Jean Bart (17), Courbet (17) ..	5	(*)
1931	35,000 tonnes	....	....	5	(*)
1932	35,000 tonnes	35,000 tonnes	France (18)	4	(*)
1933	35,000 tonnes	....	....	4	(*)
1934	....	35,000 tonnes	Paris (20), Bretagne (20)	2	(*)
1935	....	35,000 tonnes	Provence (20)	1	(*)
1936	....	35,000 tonnes	Lorraine (20)	0	(*)
1937	....	....	....	0	(*)
1938	....	....	....	0	(*)
1939	....	....	....	0	(*)
1940	....	....	....	0	(*)
1941	....	....	....	0	(*)
1942	....	....	....	0	(*)

* Dans les limites du tonnage total; nombre non fixé.

NOTE. — La France réserve expressément son droit d'employer son allocation de tonnage de navires de ligne comme elle le jugera bon, pourvu que le déplacement de chaque navire ne dépasse pas 35,000 tonnes et que le tonnage total de navires de ligne reste dans les limites imposées par le présent Traité.

Remplacement et déclassement des navires de ligne.

ITALIE.

Année	Navires mis sur cale	Navires achevés	NAVIRES A DÉCLASSER (âge entre parenthèse)	Navires conservés Nombre total Pre-Jutland	Post-Jutland
1922	....	....	....	6	0
1923	....	....	....	6	0
1924	....	....	....	6	0
1925	....	....	....	6	0
1926	....	....	....	6	0
1927	35,000 tonnes	....	....	6	0
1928	....	....	....	6	0
1929	35,000 tonnes	....	....	6	0
1930	....	....	....	6	0
1931	35,000 tonnes	35,000 tonnes	Dante Alighieri (19)	5	(*)
1932	45,000 tonnes	....	....	5	(*)
1933	25,000 tonnes	35,000 tonnes	Leonardo da Vinci (19)	4	(*)
1934	....	....	....	4	(*)
1935	....	35,000 tonnes	Giulio Cesare (21)	3	(*)
1936	....	45,000 tonnes	Conte di Cavour (21), Duilio (21)	1	(*)
1937	....	25,000 tonnes	Andrea Doria (21)	0	(*)

* Dans les limites du tonnage total; nombre non fixé.

NOTE. — L'Italie réserve expressément son droit d'employer son allocation de tonnage de navires de ligne comme elle le jugera bon, pourvu que le déplacement de chaque navire ne dépasse pas 35,000 tonnes, et que le tonnage total de navires de ligne rest dans les limites imposées par le présent Traité.

Remplacement et déclassement des navires de ligne.

JAPON.

Année	Navires mis sur cale	Navires achevés	NAVIRES A DÉCLASSER (âge entre parenthèse)	Navires conservés Nombre total Pro-Jutland	Navires conservés Nombre total Post-Jutland
			Hizen (20), Mikasa (20), Kashima (16), Katori (16), Satsuma (12), Aki (11), Settsu (10), Ikoma (14), Ibuki (12), Kurama (11), Amagi (0), Akagi (0), Kaga (0), Tosa (0), Takao (0), Atago (0). Projet de programme 8 navires non sur cale. *	8	2
1922	. . . .	. . . .	. . . .	8	2
1923	. . . .	. . . .	. . . .	8	2
1924	. . . .	. . . .	. . . .	8	2
1925	. . . .	. . . .	. . . .	8	2
1926	. . . .	. . . .	. . . .	8	2
1927	. . . .	. . . .	. . . .	8	2
1928	. . . .	. . . .	. . . .	8	2
1929	. . . .	. . . .	. . . .	8	2
1930	. . . .	. . . .	. . . .	8	2
1931	A.	. . . .	. . . .	8	2
1932	B.	. . . .	. . . .	8	2
1933	C.	. . . .	. . . .	8	2
1934	D.	A.	Kongo (21).	7	3
1935	E.	B.	Hiyei (21), Haruna (20)	5	4
1936	F.	C.	Kirishima (21).	4	5
1937	G.	D.	Fuso (22)	3	6
1938	H.	E.	Yamashiro (21)	2	7
1939	I	F.	Ise (22)	1	8
1940	. . . .	G.	Hiuga (22).	0	9
1941	. . . .	H.	Negato (21)	0	9
1942	. . . .	I	Mutsu (21).	0	9

* Le Japon pourra conserver le *Shikishima* et l'*Ashai* pour des destinations autres que le combat. en se conformant aux dispositions de la Partie 2, III, (b).

NOTE. — Les lettres A, B, C, D, etc., représentent cha une un navire de ligne de 35,000 tonnes de déplacement types, mis sur cale et achevé dans les années indiqués.

NOTE VISANT TOUS LES TABLEAUX DE LA SECTION II.

Dans les tableaux précédents, l'ordre suivant lequel sont inscrits les navires à déclasser est celui de leur âge. Il est entendu que, quand les remplacements commenceront conformément aux dits tableaux, l'ordre de déclassement des navires de chaque Puissance Contractante pourra être changé au gré de cette Puissance, pourvu qu'elle déclasse chaque année le nombre de navires indiqué par ces tableaux.

PARTIE 4.

Définitions.

Dans le présent Traité, les expressions suivantes doivent s'entendre respectivement avec le sens ci-après.

NAVIRE DE LIGNE.

Un navire de ligne, **en ce qui** concerne les navires à construire dans l'avenir, est **un navire de guerre autre** qu'un navire porte-aéronefs, dont le **déplacement type est supérieur** à **10,000** tonnes **(10,160** tonnes métriques), **ou qui porte** un canon d'un calibre supérieur à 7 pouces (203 **millimètres**).

NAVIRE PORT-AÉRONEFS.

Un navire porte-aéronefs est un navire de guerre d'un déplacement type supérieur à 10,000 tonnes (10,160 tonnes métriques), spécifiquement et exclusivement destiné à porter des aéronefs. Il doit être construit de manière qu'un aéronef puisse y prendre son vol ou s'y poser. Son plan et sa construction ne doivent pas lui permettre de porter un armement plus puissant que celui autorisé soit par l'article IX, soit par l'article X, selon le cas.

DÉPLACEMENT TYPE.

Le déplacement type d'un navire est le déplacement du navire achevé, avec son équipage complet, ses machines et chaudières, prêt à prendre la mer, ayant tout son armement et toutes ses munitions, ses installations, équipements, vivres, eau douce pour l'équipage, approvisionnements divers, outillages et rechanges de toute nature qu'il doit emporter en temps de guerre, mais sans combustible et sans eau de réserve pour l'alimentation des machines et chaudières.

Le mot tonne employé dans le présent traité sans la qualification de «.métrique » désigne une tonne de 2240 lbs. ou 1016 kilogrammes.

Les navires actuellement achevés continueront à figurer avec le déplacement qui leur est attribué selon leur système national d'évaluation. Toutefois, lorqu'une Puissance compte le déplacement de ses navires en tonnes métriques, elle sera considérée, pour l'application du présent Traité, comme ne possédant que le tonnage équivalent en tonnes de 2240 lbs.

Les navires achevés par la suite seront comptés pour leur déplacement type tel qu'il est défini au premier alinea de la présente définition.

CHAPITRE III.

DISPOSITION DIVERSES.

Article XXI.

Si, pendant la durée du présent Traité, une Puissance Contractante **estime que** les **exigences de sa sécurité** nationale, en ce qui **touche la** défense navale, se **trouvent materiellement affectées** par des circonstances nouvelles, les Puissance Contractantes se réuniront en Conférence sur sa demande pour examiner à nouveau les dispositions du présent Traité et s'entendre sur les amendements à y apporter.

En raison des possibilités de progrès dans l'ordre technique et scientifique, les Etats-Unis provoqueront la réunion d'une Conférence de toutes les Puissances Contractantes après les avoir consultées. Cette Conférence se tiendra aussitôt que possible après la expiration d'une période de huit ans à dater de la mise en vigueur du présent Traité et examinera les changements à y apporter, s'il y a lieu, pour faire face à ces progrès.

Article XXII.

Si l'une des Puissances Contractantes se trouve **engagée** dans une guerre qui, dans son opinion, affecte **sa sécurité nationale** du côte de la mer, cette Puissance pourra, sur avis **préalable** donne aux autres Puissances Contractantes, se dégager, pour la durée des hostilités, de ses obligations résultant du présent Traité, à l'excep-

tion de celles qui sont prévues aux articles XIII et XVII. Toutefois, cette Puissance devra notifier aux autres Puissances Contractantes que la situation est d'un caractère assez critique pour exiger cette mesure.

Dans ce cas, les autres Puissances Contractantes échangeront leurs vues pour arriver à un accord sur les dérogations temporaires que l'execution du Traité devrait comporter, s'il y a lieu, en ce qui les concerne. Si cet échange de vues ne conduit pas à un accord, conclu régulièrement selon les procédures constitutionnelles auxquelles elles sont respectivement tenues, chacune d'entre elles pourra, après en avoir donné notification aux autres, se dégager, pour la durée des hostilités, des obligations résultant du présent Traité, à l'exception de celles qui sont prévues aux articles XIII et XVII.

A la cessation des hostilités les Puissances Contractantes se réuniront en Conférence pour examiner les modification à apporter, s'il y a lieu, au présent Traité.

Article XXIII.

Le présent Traité restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1936. S'il n'est fait notification deux ans avant cette date par aucune des Puissances Contractantes de son intention de mettre fin au Traité, ce dernier restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans à dater du jour où l'une des Puissances Contractantes notifiera son intention de mettre fin au Traité. En ce cas le Traité prendra fin pour toutes les Puissances Contractantes. La notification devra être faite par écrit au Gouvernement des Etats-Unis, qui devra immédiatement en transmettre aux autres Puissances une copie authentique avec l'indication de la date de réception. La notification sera considérée comme faite à cette date, à partir de laquelle elle produira son effet. Dans le cas où le Gouvernement des Etats-Unis notifierait son intention de mettre fin au Traité, cette notification sera remise aux représentants diplomatiques à Washington des autres Puissances Contractantes; la notification sera considérée comme faite et prendra effet à la date de la communication aux dits représentants diplomatiques.

Toutes les Puissances Contractantes devront se réunir en Conférence dans le délai d'un an à partir de la date à laquelle aura pris effet la notification, par une des Puissances, de son intention de mettre fin au Traité.

Article XXIV.

Le présent Traité sera ratifié par les Puissances Contractantes selon les procédures constitutionnelles auxquelles elles sont respectivement tenues. Il prendra effet à la date du dépôt de toutes les ratifications, dépôt qui sera effectué à Washington, le plus tôt qu'il sera possible Le Gouvernement des Etats-Unis remettra aux autres Puissances Contractantes une copie authentique du procès verbal de dépôt des ratifications.

Le présent Traité, dont les textes français et anglais feront foi, restera déposé dans les archives du Gouvernement des Etats-Unis; des expéditions authentiques en seront remises par ce Gouvernement aux autres Puissances Contractants.

En foi de quoi les Plenipotentiaires susnommés ont signé le présent Traité.

Fait à Washington le six février mil-neuf-cent-vingt-deux.

(L. S.) Charles Evans Hughes
(L. S.) Henry Cabot Lodge
(L. S.) Oscar W. Underwood
(L. S.) Elihu Root
(L. S.) Arthur James Balfour
(L. S.) Lee of Fareham
(L. S.) A. C. Geddes
R. L. Borden (L. S.)
G. F. Pearce (L. S.)
John W. Salmond (L. S.)
Arthur James Balfour (L. S.)
V. S. Srinivasa Sastri (L. S.)
A. Sarraut (L. S.)
Jusserand (L. S.)
Carlo Schanzer (L. S.)
(L. S.) V. Rolandi Ricci
(L. S.) Luigi Albertini
(L. S.) T. Katô
(L. S.) K. Shidehara
(L. S.) M. Hanihara

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:
Il Ministro per gli affari esteri:
MUSSOLINI.

REGIO DECRETO 9 novembre 1923, n. 2597.

Indennità di residenza ai Prefetti di Taranto e di Spezia.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Veduti i Regi decreti, nn. 1911 e 1913 del 2 settembre 1923, coi quali sono state istituite le due nuove provincie del Jonio con capoluogo Taranto e della Spezia con capoluogo Spezia;

Veduto il R. decreto 18 giugno 1908, n. 397;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'interno, Presidente del Consiglio dei Ministri;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

A datare dal 22 dicembre 1923, giorno in cui andranno in vigore i predetti due decreti, numeri 1911 e 1913, è assegnata ai seguenti Prefetti del Regno l'indennità annua di residenza per ciascuno di essi indicata:

Prefetto di Taranto L. 13,000.
Prefetto di Spezia L. 13,000.

Art. 2.

Le norme contenute negli articoli 2 e seguenti del su ricordato R. decreto 18 giugno 1908, n. 397, si applicano anche per l'indennità assegnata ai Prefetti indicati nel precedente articolo.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Racconigi, addì 9 novembre 1923.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI.

Visto, *il Guardasigilli*: OVIGLIO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 12 dicembre 1923.
Atti del Governo, registro 219, *foglio* 72. — GRANATA.

REGIO DECRETO-LEGGE 7 ottobre 1923, n. 2599.

Modificazione dell'art. 4 della legge 24 luglio 1922, n. 1046, relativa alla concessione di mutui di favore per imprese di colonizzazione in Eritrea ed in Somalia.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Vista la legge 24 luglio 1922, n. 1046;

Udito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per le colonie di concerto con quello per le finanze;

Abbiamo decretato e decretiamo:

La somma di L. 35,000,000 che la Cassa depositi e prestiti è autorizzata a mutuare al Tesoro dello Stato, a termini dell'art. 4 della legge 24 luglio 1922, n. 1046, per la concessione di mutui di cui all'art. 1 della stessa legge, è elevata a L. 45,000,000, nei seguenti limiti annui:

Pel 1922-23 L. 12,000,000
» 1923-24 » 12,000,000
» 1924-25 » 12,000,000
» 1925-26 » 9,000,000

Il presente decreto sarà presentato al Parlamento per essere convertito in legge.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Racconigi, addì 7 ottobre 1923.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — FEDERZONI — DE' STEFANI.

Visto, *il Guardasigilli*: OVIGLIO.
Registrato alla Corte dei conti, con riserva, addì 12 dicembre 1923.
Atti del Governo, registro 219, foglio 74. — GRANATA.

REGIO DECRETO-LEGGE 7 ottobre 1923, n. 2600.

Modificazione dell'art. 1 del R. decreto-legge 7 gennaio 1923, n. 137, riflettente l'assegnazione straordinaria di sei milioni per opere pubbliche nella Somalia Italiana.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visto il Regio decreto legge 7 gennaio 1923, n. 137;
Udito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per le colonie di concerto con quello per le finanze;
Abbiamo decretato e decretiamo:

All'articolo 1 del Nostro decreto 7 gennaio 1923, n. 137 è sostituito il seguente:
Per l'esecuzione di opere pubbliche nella Somalia Italiana, ivi comprese la costruzione e riparazione di stazioni radiotelegrafiche; per il riscatto di opere di derivazione costruite da società private su corsi d'acque pubbliche in forza di regolare concessione governativa; per la sistemazione dei servizi; per le forniture e provviste occorrenti per l'avvaloramento della Colonia; ed infine, per eventuali concorsi in iniziative private dirette a quest'ultimo scopo, è autorizzata la spesa straordinaria di 16 milioni di lire, ripartita come appresso:

Esercizio	1922-23	L. 1,500,000
Id.	1923-24	» 3,000,000
Id.	1924-25	» 3,000,000
Id.	1925-26	» 3,000,000
Id.	1926-27	» 2,750,000
Id.	1927-28	» 2,750,000

Il presente decreto sarà presentato al Parlamento per essere convertito il legge.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Racconigi, addì 7 ottobre 1923.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — FEDERZONI — DE' STEFANI.

Visto, *il Guardasigilli*: OVIGLIO.
Registrato alla Corte dei conti, con riserva, addì 12 dicembre 1923.
Atti del Governo, registro 219, foglio 75. — GRANATA.

REGIO DECRETO-LEGGE 7 ottobre 1923, n. 2601.

Modificazione dell'art. 2 della legge 1° aprile 1915, n. 448, recante provvedimenti per la sistemazione economico-finanziaria della Colonia Eritrea.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Vista la legge 1° aprile 1915, n. 448;
Sentito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per le colonie di concerto con quello per le finanze;
Abbiamo decretato e decretiamo:

Il comma *b*) dell'art. 2 della legge 1° aprile 1915, n. 448 è sostituito dal seguente:
« Entro i limiti delle somme iscritte nel bilancio della Colonia Eritrea, sarà provveduto, a decorrere dall'esercizio 1923-924, all'acquisto di macchine agricole per la lavorazione del terreno e per la trasformazione dei prodotti della cerealicoltura.
« Le macchine stesse saranno concesse in temporaneo uso agli agricoltori con le norme che verranno determinate dal Governatore.
« Con decreto del Ministro per le finanze, saranno introdotte in bilancio le occorrenti variazioni alla denominazione degli articoli ».
Il presente decreto sarà presentato al Parlamento per essere convertito in legge.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Racconigi, addì 7 ottobre 1923.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — FEDERZONI — DE' STEFANI.

Visto, *il Guardasigilli*: OVIGLIO.
Registrato alla Corte dei conti, con riserva, addì 12 dicembre 1923.
Atti del Governo, registro 219, foglio 76. — GRANATA.

REGIO DECRETO-LEGGE 15 ottobre 1923, n. 2602.

Estensione ai Governatori della Eritrea e della Somalia delle facoltà accordate, in materia di bilancio, ai Governatori della Tripolitania e della Cirenaica coi Regi decreti-legge 25 marzo 1923, n. 880 e 29 aprile 1923, n. 1212.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Sentito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per le colonie, di concerto con quello per le finanze;
Abbiamo decretato e decretiamo:

Le facoltà accordate al Governatore della Tripolitania con gli articoli 3 e 4 del decreto Reale 25 marzo 1923, n. 880 ed al Governatore della Cirenaica col decreto Reale 29 aprile 1923, n. 1212, sono estese ai Governatori della Eritrea e della Somalia limitatamente allo esercizio finanziario 1923-1924. Rimangono escluse dalle facoltà predette le somme stanziate per opere pubbliche provenienti da mutui con la Cassa depositi e prestiti od assegnate con leggi speciali.

Il presente decreto sarà presentato al Parlamento per la sua conversione in legge.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Racconigi, addì 15 ottobre 1923.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — FEDERZONI — DE' STEFANI.

Visto, *il Guardasigilli*: OVIGLIO.
Registrato alla Corte dei conti, con riserva, addì 12 dicembre 1923.
Atti del Governo, registro 219, foglio 77. — GRANATA.

REGIO DECRETO-LEGGE 31 ottobre 1923, n. 2604.
Convenzione postale fra il Regno d'Italia e la Repubblica di San Marino.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visto l'art. 5 dello Statuto fondamentale del Regno;
Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato *ad interim* per gli affari esteri, di concerto col Ministro per le poste ed i telegrafi;
Sentito il Consiglio dei Ministri;
Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione postale fra il Regno d'Italia e la Repubblica di San Marino, stipulata in Roma addì 5 maggio 1923, e ratificata il 18 settembre dello stesso anno.

Art. 2.

Il presente decreto entrerà in vigore nel giorno della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno, e sarà presentato al Parlamento per la sua conversione in legge.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 31 ottobre 1923.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — COLONNA DI CESARÒ.

Visto, *il Guardasigilli*: OVIGLIO.
Registrato alla Corte dei conti, con riserva, addì 12 dicembre 1923.
Atti del Governo, registro 219, foglio 79. — GRANATA.

Convenzione postale fra l'Italia e la Repubblica di San Marino.

Il Governo di S. M. il Re d'Italia ed il Governo della Serenissima Repubblica di San Marino, volendo unificare, migliorandoli in parte, i diversi accordi che regolano i rapporti postali fra i due Stati, hanno nominato a questo fine per loro plenipotenziari:
Il Governo di S. M. il Re d'Italia:
Il Cavaliere di Gran Croce Emanuele Franco, direttore generale dei servizi postali del Regno;
Il Governo della Repubblica di S. Marino:
Il Grande Ufficiale conte Ernesto Garulli, console generale di detta Repubblica per il Regno d'Italia;
I quali dopo essersi scambiati i loro pieni poteri ed averli trovati in buona e debita forma, hanno concordato gli articoli seguenti.

Art. 1.

Fra l'Amministrazione delle poste del Regno d'Italia e quella della Reubblica di San Marino continuerà ad essere operato uno scambio regolare, non solo di corrispondenze ordinarie, ma anche di corrispondenze raccomandate ed assicurate e di pacchi postali, sia ordinari che con valore dichiarato; le une e gli altri con o senza assegni.

Art. 2.

Alle corrispondenze ed ai pacchi di ogni specie, tanto nei rapporti diretti fra il Regno d'Italia e la Repubblica di San Marino, quanto in quelli fra questa e l'estero, saranno applicabili le tariffe e le norme vigenti nel Regno medesimo, con espresso divieto di imporre su tali corrispondenze o su tali pacchi veruna sopratassa.

Art. 3.

Le esenzioni delle tasse postali per le corrispondenze officiali scambiate fra i due Paesi saranno regolate di comune accordo fra le rispettive Amministrazioni delle poste, applicando le norme generali vigenti nel Regno d'Italia.

Art. 4.

Tutti i rimanenti servizi affidati alla posta nel Regno d'Italia, sia nell'interno, sia nei rapporti con i paesi esteri, fatta soltanto eccezione per quello delle Casse di risparmio, sono estesi alle stesse condizioni alla Amministrazione Sammarinese.
Le innovazioni che fossero successivamente introdotte nel servizio postale interno italiano e nei suoi rapporti con paesi esteri saranno ugualmente e di pieno diritto estese all'Amministrazione Sammarinese.

Art. 5.

Il servizio dei vaglia e quello dei conti correnti ed assegni postali saranno condotti dall'Amministrazione Sammarinese per conto dell'Amministrazione italiana.
La prima sarà quindi responsabile verso la seconda delle operazioni compiute dai propri uffici.

Art. 6.

L'Amministrazione Sammarinese riterrà per proprio conto tutte le tasse riscosse dai suoi uffici, tanto nel servizio diretto fra essa e l'Italia, quanto nel servizio coll'estero, ma non avrà diritto a veruna partecipazione sulle tasse riscosse da uffici italiani o stranieri.
L'Amministrazione stessa dovrà rimborsare all'Amministrazione italiana i diritti doganali gravanti oggetti provenienti dall'estero.

Art. 7.

Le spese di trasporto delle corrispondenze e dei pacchi scambiati fra l'Italia e la Repubblica di San Marino saranno sostenute dalle due parti contraenti, proporzionalmente alle distanze percorse sui rispettivi territori.

Art. 8.

Nel caso di smarrimento, manomissione o avaria di corrispondenze o di pacchi o di altre irregolarità di servizio, che diano diritto ad indennità ai terzi, giusta le leggi italiane e le convenzioni fra l'Italia e l'estero, l'obbligo di corrispondere siffatte indennità incomberà a quella fra le due Amministrazioni, i cui uffici saranno responsabili di tali fatti.

Art. 9.

Il Governo della Repubblica di San Marino si riserva piena facoltà di continuare ad emettere francobolli, cartoline, biglietti postali, bollettini per pacchi e segnatasse propri.

Art. 10.

Le Amministrazioni postali dei due Stati sono autorizzate a procedere alla compilazione di un regolamento per l'esecuzione della presente Convenzione.

Art. 11.

La presente Convenzione sarà messa in vigore a datare dal giorno che sarà determinato di comune accordo fra le parti con-

traenti, e avrà una durata indefinita, salvo il caso di disdetta che ambedue le parti si riservano la facoltà di dare in qualunque tempo.

In tale caso la Convenzione stessa cesserà di avere effetto sei mesi dopo la notificazione della disdetta.

Dal giorno della sua esecuzione cesseranno di avere qualsiasi efficacia le Convenzioni del 7 febbraio 1865, 2 marzo 1877, 26 giugno 1883, 12 luglio 1889 e 20 novembre 1895.

Le disposizioni dell'accordo speciale amministrativo in data del 16 settembre 1894, relative al protesto eventuale dei titoli affidati per la riscossione all'una od all'altra delle due Amministrazioni saranno comprese nel regolamento per l'esecuzione della presente, e finchè questo non sia stato compilato resteranno in pieno vigore.

Art. 12.

La presente Convenzione sarà ratificata dai Governi rispettivi e il cambio delle ratifiche avrà luogo nel più breve termine possibile.

In fede del che i plenipotenziari rispettivi hanno firmato la presente Convenzione e vi hanno apposto i loro suggelli.

Fatta in doppio originale e sottoscritta a Roma, addì 5 maggio 1923.

EMANUELE FRANCO. ERNESTO GARULLI.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

Il Ministro per gli affari esteri:
MUSSOLINI.

REGIO DECRETO-LEGGE 31 ottobre 1923, n. 2606.

Modificazione al R. decreto-legge 16 ottobre 1919, n. 1986, concernente lo stato giuridico ed economico dei sottufficiali del Regio esercito.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visto il R. decreto-legge del 2 ottobre 1919, n. 1802;
Visto il R. decreto-legge del 16 ottobre 1919, n. 1986;
Visto il R. decreto-legge del 10 febbraio 1921, n. 125;
Udito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari della guerra, di concerto con quello per le finanze;
Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

All'art. 17 del R. decreto-legge del 16 ottobre 1919, numero 1986, quale fu modificato col R. decreto-legge del 10 febbraio 1921, n. 125, è sostituito il seguente:

« Art. 17. — Dopo compiuto il 12° anno di servizio, e fino a tutto il 14°, il sottufficiale può fare domanda d'impiego civile, e, se riconosciuto idoneo e meritevole dalla Commissione di avanzamento del corpo, acquista titolo ad ottenerlo nel limite dei posti vacanti nella categoria degli impieghi prescelti.

« Similmente, dopo compiuto il 15° anno di servizio, e fino a tutto il 17°, il sottufficiale dei Reali carabinieri può fare domanda d'impiego civile, ed acquista titolo ad ottenerlo con le norme stabilite per gli altri sottufficiali.

« La graduatoria in base alla quale i sottufficiali saranno chiamati all'impiego, verrà stabilita dalla data delle rispettive domande.

Art. 2.

Il presente decreto sarà presentato al Parlamento per essere convertito in legge, coordinato in testo unico con i Regi decreti-legge riguardanti i sottufficiali del Regio esercito.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 31 ottobre 1923.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — A. DIAZ — DE' STEFANI.

Visto, *il Guardasigilli*: OVIGLIO.
Registrato alla Corte dei conti, con riserva, addì 12 dicembre 1923.
Atti del Governo, registro 219, foglio 81. — GRANATA.

REGIO DECRETO 22 novembre 1923, n. 2617.

Trasformazione in succursale dell'agenzia del Banco di Napoli nella città di Taranto.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visto il testo unico di legge sugli istituti di emissione approvato col R. decreto 28 aprile 1910, n. 204;
Visto l'art. 3 dello statuto del Banco di Napoli, approvato col R. decreto 2 agosto 1908, n. 506, e modificato col decreto Luogotenenziale 8 settembre 1918, n. 1391;
Visto il decreto Ministeriale 27 aprile 1900, con cui fu autorizzata l'istituzione di una agenzia del Banco di Napoli nella città di Taranto;
Vista la deliberazione con cui il Consiglio di amministrazione del menzionato Banco, assumendo i poteri del Consiglio generale, nella seduta del 7 novembre 1923, ha approvato che l'agenzia di Taranto sia elevata a succursale;
Vista la nota n. 102461, in data 12 novembre 1923, del direttore generale dell'istituto;
Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per le finanze;
Abbiamo decretato e decretiamo:

E' autorizzata la trasformazione in succursale dell'agenzia del Banco di Napoli nella città di Taranto.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 22 novembre 1923.

VITTORIO EMANUELE.

DE' STEFANI.

Visto, *il Guardasigilli*: OVIGLIO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 12 dicembre 1923.
Atti del Governo, registro 219, foglio 92. — GRANATA.

REGIO DECRETO 9 novembre 1923, n. 2625.

Rafferme dei militari del Regio esercito.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

In virtù della delegazione dei poteri conferiti al Governo con la legge 3 dicembre 1922, n. 1601;
Vista la legge 19 luglio 1909, n. 506, che fissa le rafferme per i militari del Regio esercito;

Visto il decreto Luogotenenziale da convertirsi in legge 6 aprile 1919, n. 495, riguardante le rafferme dei sottufficiali e militari di truppa dei carabinieri Reali;
Sentito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Nostro Ministro, Segretario di Stato per la guerra di concerto con quello per le finanze;
Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

All'art. 1 della legge 19 luglio 1909, n. 506, è sostituito il seguente:
« Art. 1. — Le rafferme sono:
1° Annuali senza premio;
2° Triennali e annuali con premio.
« Le rafferme triennali sono concesse dai comandi di corpo d'armata e dai comandi dei Regi corpi di truppe coloniali.
« Le rafferme annuali sono concesse dai comandi di corpo».

Art. 2.

Agli articoli 1 e 9 del decreto Luogotenenziale 6 aprile 1919, n. 495, sono sostituiti i seguenti:
« Art. 1. — Le rafferme dei sottufficiali e militari di truppa dei carabinieri Reali sono triennali ed annuali.
« Le rafferme triennali sono concesse dal comando generale dell'arma dei carabinieri Reali, quelle annuali dai comandi di legione ».
« Art. 9. — Alle rafferme annuali possono essere ammessi, senza limite di età, sotto le condizioni determinate dal regolamento, i sottufficiali e militari di truppa dell'arma dei carabinieri Reali che hanno compiuto le tre rafferme triennali, oppure, a titolo di esperimento, quelli di essi che, avendo compiuta la ferma di anni tre o soltanto la prima o seconda rafferma triennale, non si trovino in condizioni di potere ottenere una di tali rafferme sia per mancanza dei requisiti di idoneità fisica sia per deficienza di altre qualità sia per motivi disciplinari.
« La rafferma annuale a titolo di esperimento non può essere concessa più di due volte consecutive».

Art. 3.

Il tempo passato in servizio con le rafferme annuali a titolo di esperimento non è computabile per gli aumenti di paga stabiliti nella tabella *C*, del R. decreto 27 ottobre 1922, n. 1427.

Art. 4.

Il presente decreto entrerà in vigore il 1° gennaio 1924.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Racconigi, addì 9 novembre 1923.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — DIAZ — DE' STEFANI.

Visto, *il Guardasigilli*: OVIGLIO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 13 dicembre 1923.
Atti del Governo, registro 219, foglio 100. — GRANATA.

REGIO DECRETO 2 dicembre 1923, n. 2626.
Modificazioni alla vigente tariffa dei dazi doganali.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Vista la tariffa dei dazi doganali approvata con R. decreto-legge 9 giugno 1921, n. 806, modificata con R. decreto legge 11 luglio 1923, n. 1545;
Visto l'art. 1 del citato R. decreto-legge 11 luglio 1923, n. 1545;
Sentito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per l'economia nazionale di concerto con quello per le finanze;
Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Le voci 406 e 407 della tariffa doganale in vigore sono modificate come segue:

	Tariffa generale	Coefficiente
406 — Macchine per industrie grafiche, escluse quelle per fondere caratteri e comporre:		
a) macchine rotative per la stampa dei giornali, per quintale	L. oro 18	
b) altre di peso:		
1. di più di 50 quintali, per quintale	» » 18	0,8
2. di più di 20 fino a 50 quintali, per quintale	» » 20	0,8
3. di più di 10 fino a 20 quintali, per quintale	» » 24	0,8
4. di più di 5 fino a 10 quintali, per quintale	» » 28	0,8
5. fino a 5 quintali, per quintale	» » 32	0,8
407 — Macchine per fondere caratteri e comporre, del peso:		
a) di più di 20 quintali, per quintale	L. oro 25	—
b) di più di 10 fino a 20 quintali, per quintale	» » 30	—
c) di più di 5 fino a 10 quintali, per quintale	» » 35	—
d) fino a 5 quintali, per quintale	» » 40	—

Art. 2.

Il presente decreto verrà comunicato al Parlamento in conformità dell'art. 4 del R. decreto-legge 11 luglio 1923, n. 1545, e avrà esecuzione dal giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 2 dicembre 1923.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — CORBINO — DE' STEFANI.

Visto, *il Guardasigilli*: OVIGLIO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 13 dicembre 1923.
Atti del Governo, registro 219, foglio 101. — GRANATA.

REGIO DECRETO 14 giugno 1923, n. 2533.

Contributo scolastico del comune di Gavello (Rovigo).

N. 2533. R. decreto 14 giugno 1923, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, di concerto col Ministro per le finanze il contributo scolastico che il comune di Gavello, della provincia di (Rovigo), deve annualmente versare alla R. tesoreria dello Stato in applicazione dell'art. 17 della legge 4 giugno 1911, n. 487, già fissato in lire 6273,81, col R. decreto 29 marzo 1914, n. 883, è elevato a lire 9987,81, a decorrere dal 1° settembre 1921.

Visto, *il Guardasigilli*: OVIGLIO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 3 dicembre 1923.

REGIO DECRETO 15 novembre 1923, n. 2607.

Erezione in Ente morale dell'Asilo-ricovero Umberto I, in Borgo San Lorenzo.

N. 2607. R. decreto 15 novembre 1923, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, Presidente del Consiglio dei Ministri, l'Asilo-ricovero Umberto I, con sede nel comune di Borgo San Lorenzo, viene eretto in Ente morale, con amministrazione autonoma e ne è approvato lo statuto organico.

Visto, *il Guardasigilli*: OVIGLIO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 12 *dicembre* 1923.

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CORTE DEI CONTI

Applicazione al personale della Corte dei conti del R. decreto 11 novembre 1923, n. 2395.

La Corte dei conti del Regno d'Italia, in Sezioni Unite, nell'adunanza del 14 dicembre 1923;

Delibera:

Art. 1.

Fino a quando non sia emanato il regolamento previsto dall'art. 14 del R. decreto 11 novembre 1923, n. 2395, sono estese al personale della Corte dei conti, in quanto applicabili, le norme dettate dal Regio decreto anzidetto, salve le modificazioni di cui agli articoli seguenti.

Art. 2.

Nell'applicazione dell'art. 45, comma 1°, del R. decreto 11 novembre 1923, n. 2395, rimane ferma la data stabilita con l'art. 26-*sexies* del vigente regolamento per il personale della Corte dei conti, agli effetti della valutazione degli anni di servizio nel grado richiesti per la promozione a primo segretario, in base a graduatoria di merito.

Art. 3.

Per il conferimento dei posti dei nuovi ruoli organici al personale subalterno e per le promozioni del personale medesimo, al parere del Consiglio di amministrazione è sostituito quello del Consiglio di presidenza, secondo le norme precedentemente in vigore.

Art. 4.

Le presenti norme andranno in vigore dal giorno della loro pubblicazione nella « Gazzetta Ufficiale » del Regno.

Roma, addì 14 dicembre 1923.

Il presidente: PEANO.

Il segretario generale: GRANATA.

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Ammissione nei ruoli dei professori degli Istituti di istruzione media delle persone aventi diritto alla nomina ai sensi dell'art. 31 del R. decreto 26 giugno 1923, n. 1413.

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Veduti gli articoli 50, 51 e 52 del R. decreto 30 settembre 1920, n. 1290;
Veduto il R. decreto-legge 18 dicembre 1922, n. 1637;
Veduto il R. decreto 26 giugno 1923, n. 1413;
Veduto il R. decreto 27 settembre 1923, n. 2218;
Considerato che a norma dell'art. 31 del sopra citato R. decreto 26 giugno 1923, n. 1413, la sistemazione del personale avente diritto all'assunzione in ruolo nelle scuole medie governative, immediatamente dopo avvenuta la sistemazione del personale già in servizio di ruolo all'atto della pubblicazione del decreto stesso, dovrà procedere nell'ordine seguente:

1° *A*) vincitori di concorsi non ancora esauriti (1) in attesa di offerta di nomina, semprechè non si tratti di concorsi per materie alle quali con il nuovo ordinamento non corrispondano cattedre di ruolo in nessun istituto d'istruzione media;

B) vincitori dei concorsi banditi col decreto Ministeriale 28 dicembre 1920 per le cattedre di italiano per le scuole normali e di storia e geografia per le scuole stesse (2);

C) diplomate dagli istituti superiori di magistero femminile comprese nelle graduatorie dei concorsi banditi per effetto del decreto-legge Luogotenenziale 25 aprile 1919, n. 615, (3) le quali non poterono ottenere la nomina in ruolo per mancanza di cattedre femminili, semprechè abbiano conseguito una votazione non inferiore a quella degli ultimi già nominati per effetto dei rispettivi concorsi;

2° Insegnanti di ruolo e capi d'istituto delle scuole normali pareggiate in servizio all'atto della pubblicazione del cennato R. decreto 26 giugno 1923, n. 1413, qualora abbiano appartenuto al ruolo delle scuole medie governative o siano stati compresi come vincitori in una graduatoria di concorso governativo posteriore al 1906;

3° I seguenti insegnanti di ruolo in servizio all'atto della pubblicazione del più volte cennato R. decreto 26 giugno 1923, n. 1413:

a) di calligrafia nelle Regie scuole tecniche e nelle Regie scuole normali complementari;

b) maestre assistenti e di lavori donneschi e maestre di lavori donneschi nelle scuole medesime;

c) di computisteria nelle scuole tecniche, appartenenti per lo stipendio e la carriera al ruolo *C*;

d) di educazione fisica;

i quali tutti siano forniti del titolo di abilitazione per l'insegnamento di altra materia per la quale esistano cattedre di ruolo secondo il nuovo ordinamento;

4° *A*) ex combattenti, i quali, durante la guerra 1915-18 abbiano prestato servizio, con buona condotta, in reparti combattenti, in qualità di militari o assimilati;

B) vedove di militari o assimilati, morti in reparti combattenti nella guerra 1915-18 o a causa di ferite o malattie contratte nei reparti stessi;

purchè si gli uni che le altre, in concorsi generali a cattedre di scuole medie e normali, banditi in base alle disposizioni dell'art. 2 del decreto Luogotenenziale 25 aprile 1919, n. 615, e a quelle dell'art. 2, secondo comma, del R. decreto 28 dicembre 1919, n. 2590, oppure in tempo posteriore alla cessazione dello stato di guerra, e

---

(1) I concorsi non ancora esauriti sono i seguenti:

a) per cattedre di disegno negli istituti tecnici, bandito il 28 dicembre 1920 (graduatoria pubblicata nel *Bollettino Ufficiale* n. 9 del 1° marzo 1923, pag. 633);

b) per cattedre di pedagogia, di matematica e per maestra giardiniera nelle scuole normali, banditi il 28 dicembre 1920 (graduatorie pubblicate nel *Bollettino Ufficiale* supplemento al n. 48 del 30 novembre 1922, pagg. 23, 59 e 66);

c) per cattedre di matematica nelle scuole tecniche, bandito il 20 giugno 1919 (graduatoria pubblicata nel *Bollettino Ufficiale* supplemento al n. 41 del 7 ottobre 1920, pag. 74);

d) per cattedre di disegno nelle scuole tecniche, bandito il 6 luglio 1920 (graduatoria pubblicata nel *Bollettino Ufficiale* n. 4 del 26 gennaio 1922, pag. 78).

(2) Le graduatorie sono pubblicate nel *Bollettino Ufficiale* n. 24 del 14 giugno 1923, pagg. 1989 e 1994.

(3) Le graduatorie sono pubblicate nel *Bollettino Ufficiale* supplemento al n. 41 del 7 ottobre 1920.

cioè dopo il 31 ottobre 1920 (R. decreto 30 settembre 1920, n. 1389) abbiano conseguito una votazione complessiva equivalente almeno ai sette decimi;

Ordina:

Art. 1.

Le persone indicate nel gruppo n. 1 dovranno inviare una dichiarazione scritta, su carta semplice, nella quale sia indicato con la maggiore esattezza l'indirizzo al quale desiderano sia fatta l'offerta di nomina.

Chi ometta di inviare la detta dichiarazione riceverà l'offerta all'antico indirizzo noto al Ministero, con la conseguenza che, in caso di irreperibilità, incorrerà, a norma delle vigenti disposizioni, nella decadenza dal diritto alla nomina.

L'assunzione delle persone predette avverrà secondo l'ordine delle rispettive graduatorie.

Art. 2.

Le persone indicate nei gruppi 2, 3 e 4, che intendono ottenere il riconoscimento del corrispondente diritto alla nomina, dovranno inviare, sotto pena di decadenza dal diritto stesso, domanda su carta legale al Ministero della pubblica istruzione (Direzione generale per l'istruzione media) con la esatta indicazione del proprio nome, cognome, paternità e residenza attuale, e corredata dei documenti come appresso.

Art. 3.

Le persone del gruppo n. 2 dovranno fornire le necessarie indicazioni sull'inizio e la durata del servizio governativo (cattedra occupata, relativo ordine di scuole, sedi in cui l'insegnamento fu impartito), o, quando trattisi di vincitori di concorso governativo posteriore al 1906, le indicazioni sul concorso stesso (data del bando; numero del Bollettino ufficiale nel quale fu pubblicata la graduatoria): dovranno inoltre unire alla domanda i seguenti documenti:

a) atto di nascita;

b) certificato di cittadinanza italiana. Sono equiparati ai cittadini dello Stato gl'italiani non regnicoli, anche se manchino della naturalità;

c) certificato generale del casellario giudiziale;

d) certificato di moralità rilasciato dal sindaco del Comune ove il richiedente ha il suo domicilio o la sua abituale residenza. La condotta civile e militare del richiedente è accertata dal Ministero con tutti i mezzi di cui esso dispone;

e) certificato di costituzione sana ed esente da difetti fisici tali da impedire l'adempimento dei doveri d'ufficio, rilasciato da un medico provinciale o militare o condotto o da un ufficiale sanitario;

f) certificato di aver ottemperato alle disposizioni delle leggi sul reclutamento;

g) titolo legale (in originale o in copia autentica) di abilitazione all'insegnamento medio posseduto dal richiedente;

h) copia legale della deliberazione o delle deliberazioni in base alle quali il richiedente fu nominato insegnante di ruolo o capo di istituto nella scuola normale pareggiata;

i) un certificato dell'ente, da cui la scuola stessa dipendeva, attestante che il richiedente era in servizio con la predetta qualità d'insegnante di ruolo o di capo d'istituto al momento della pubblicazione del R. decreto 26 giugno 1923, n. 1413.

I predetti documenti debbono essere tutti legalizzati, e i certificati di cui alle lettere *b*) *c*) *d*) ed *e*) debbono essere di data non anteriore di tre mesi a quella della presente ordinanza.

Art. 4.

Le persone del gruppo n. 3 dovranno unire alla domanda il titolo legale (in originale o in copia autentica) di abilitazione all'insegnamento di materia diversa da quella professata al momento della pubblicazione del R. decreto 26 giugno 1923, n. 1413; e, nel caso che abbiano conseguito idoneità in concorsi per istituti di 2° grado posteriori al 1906, dovranno fornire le necessarie indicazioni sul concorso stesso (data del bando, numero del *Bollettino Ufficiale* nel quale fu pubblicata la graduatoria).

Art. 5.

Le persone del gruppo n. 4 dovranno indicare nella domanda il concorso generale nel quale conseguirono la votazione prescritta e dovranno unirvi:

a) i documenti elencati nell'art. 3 sotto le lettere *a*) *b*) *c*) *d*) e *g*);

b) nel caso di ex combattente, stato di servizio o foglio matricolare, da cui risulti il servizio militare prestato, completato, ove occorra, dalle speciali dichiarazioni che integrino i dati in essi contenuti, e che dovranno essere rilasciati, a richiesta dell'interessato, dai comandi di deposito o di distretto, giusta le istruzioni date dal Ministero della guerra con la circolare n. 588 (dispensa 60ª del *Giornale militare ufficiale* del 1922);

c) nel caso di vedova di guerra, documenti che valgano ad attestare il fatto che il defunto marito incontrò la morte quale militare o assimilato in reparti combattenti nella guerra 1915-18 o a causa di ferite o malattie contratte nei reparti stessi.

Circa la qualità di *militare o assimilato in reparti combattenti* e il requisito della *buona condotta* il Ministero si atterrà ai criteri stabiliti dal Ministero della guerra nella circolare 8 gennaio 1923, n. 77, riportata nel *Bollettino Ufficiale* del Ministero della pubblica istruzione n. 6 dell'8 febbraio 1923, pag. 343.

Art. 6.

Tutte le domande, documenti, dichiarazioni, ecc., di cui ai precedenti articoli dovranno pervenire al Ministero della pubblica istruzione (Direzione generale per l'istruzione media) non oltre il 10 gennaio 1924.

Non si terrà nessun conto di domande od atti che perverranno dopo il detto termine.

Art. 7.

Il Ministero procederà all'esame delle domande e compilerà speciali graduatorie delle persone alle quali sarà riconosciuto il diritto alla nomina.

La graduazione avverrà nel modo seguente:

a) gli aventi diritto appartenenti al gruppo n. 2 saranno graduati in distinti elenchi corrispondenti ai diversi ruoli d'insegnamento governativo (antico ordinamento) ai quali gl'interessati già appartennero o ai quali avrebbero avuto diritto di appartenere per effetto del concorso, e tenendo conto dell'anzianità complessiva come ex-insegnanti governativi e, successivamente, delle date sotto le quali furono rese esecutorie le graduatorie dei rispettivi concorsi;

b) gli aventi diritto appartenenti al gruppo n. 3, saranno graduati in distinti elenchi, secondo i titoli di abilitazione che danno loro il diritto alla nuova nomina e tenendo conto dell'anzianità complessiva come insegnanti di ruolo nelle scuole medie governative;

c) gli aventi diritto appartenenti al gruppo n. 4 saranno graduati in distinti elenchi corrispondenti alle materie per le quali i concorsi vennero banditi e tenendo conto delle votazioni riportate nei concorsi stessi.

Le graduatorie saranno approvate con decreto ministeriale e saranno pubblicate sul *Bollettino Ufficiale* del Ministero della pubblica istruzione. Tale provvedimento sarà definitivo.

Roma, addì 29 novembre 1923.

Il Ministro: GENTILE.

MINISTERO DELL'ECONOMIA NAZIONALE

ISPETTORATO GENERALE DEL CREDITO E DELLE ASSICURAZIONI PRIVATE

CORSO MEDIO DEI CAMBI
del giorno 12 dicembre 1923.

	Media		Media
Parigi	122 89	Belgio	106 358
Londra	100 608	Olanda	8 80
Svizzera	401 10	Pesos oro	16 70
Spagna	300 50	Pesos carta	7 3475
Berlino	—	New-York	22 953
Vienna	0 0335	Oro	442 885
Praga	67 45		

Media dei consolidati negoziati a contanti.

		Con godimento in corso
CONSOLIDATI	3,50 % netto (1906)	77 82
	3,50 % » (1902)	72 50
	3,00 % lordo	47 75
	5,00 % netto	90 22

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Rettifiche d'intestazione. **3ª Pubblicazione.** ELENCO N. 16.

Si dichiara che le rendite seguenti, per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'amministrazione del Debito pubblico, vennero intestate e vincolate come alla colonna 4, mentrechè dovevano invece intestarsi e vincolarsi come alla colonna 5, essendo quelle ivi risultanti le vere indicazioni dei titolari delle rendite stesse:

DEBITO 1	NUMERO d'iscrizione 2	AMMONTARE della rendita annua 3	INTESTAZIONE DA RETTIFICARE 4	TENORE DELLA RETTIFICA 5
Cons. 5 %	286421	250 —	Pisapia Anna di Luca, *nubile*, domiciliata in Cava dei Tirreni (Salerno).	Pisapia Anna di Luca, *minore*, sotto la patria potestà del padre, domiciliata come contro
»	286422	250 —	Pisapia Geltrude di Luca, *nubile*, domiciliata a Cava dei Tirreni (Salerno).	Pisapia Geltrude di Luca, *minore*, ecc. come la precedente.
P. N. 5 %	30703	50 —	Simonetti Gennaro di *Giuseppe* minore, sotto la patria podestà del padre, domiciliato a Napoli.	Simonetti Gennaro di *Pasquale*, minore, ecc., come contro.
»	30704	50 —	Simonetti Giuseppe di *Giuseppe*, minore, ecc. come la precedente.	Simonetti Giuseppe di *Pasquale* minore, ecc., come contro.
»	30705	50 —	Simonetti Assunta di *Giuseppe*, minore, ecc. come la precedente.	Simonetti Assunta di *Pasquale*, minore, ecc. come contro.
»	30706	50 —	Simonetti Rosina di *Giuseppe*, minore, ecc. come la precedente.	Simonetti Rosina di *Pasquale* minore ecc. come contro.
Cons. 5 % » »	124191 117466 112972	350 — 350 — 200 —	Savoini Luigi fu Luigi, domiciliato a Borgomanero (Novara).	Savoini Luigi fu Luigi, *minore sotto la tutela del fratello Pietro Serafino*, domiciliato come contro.
»	311050	1070 —	Morando *Cesare* di Candido, minore, sotto la patria potestà della madre Bergni Giuseppina fu Pietro, vedova di Morando Candido, domiciliato in Bra (Cuneo).	Morando *Luigi-Cesare*, fu Candido, minore, ecc. come contro.
3.50% »	727079 727080	147 — 217 —	Aldi Teresa di Pasquale moglie di Brizio Angelo di Carlo, domiciliata a S. Lorenzo Maggiore (Benevento) vincolate.	Aldi Teresa di Pasquale, *nubile*, domiciliata a S. Lorenzo Maggiore (Benevento) vincolate.
Cons. 5%	184706	500 —	*Ventura* Pasquale, Francesco e Chiara fu Michele, minori, sotto la tutela di Di Sassonia Giuseppe fu Francesco, domiciliato in Cerignola (Foggia).	*Venturo* Pasquale, Francesco e Chiara fu Michele, minore, ecc., come contro.

A termini dell'art. 167 del Regolamento generale sul Debito pubblico, approvato con R. decreto 19 febbraio 1911, n. 298, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione generale, le intestazioni suddette saranno come sopra rettificate.

Roma, li 17 novembre 1923.

Il direttore generale: D'ARIENZO.

Roma — Stabilimento Poligrafico dello Stato. *Dario Peruzy*, direttore. — Tumino Raffaele, gerente.